

Le site « enseignons.be » paie le prix de sa liberté

Depuis 2004, les profs échangent leurs leçons et bons trucs sur le site « enseignons.be ». Il compte 130.000 inscrits et vit (pratiquement) sans aide publique.

Parmi d'autres, le Pacte d'excellence (en gestation) suggère de développer une plateforme numérique où les enseignants pourraient s'échanger leurs leçons, leurs trucs et ficelles – ce qu'on appelle les « bonnes pratiques ».

En fait, cette plateforme existe. Elle est le fruit d'une initiative privée. Et tous les enseignants la connaissent : il s'agit du site « enseignons.be ».

Il a été créé en 2004 par Benjamin Nizet, ancien enseignant, étudiant à l'époque. Quelle était l'idée ? « *A l'occasion d'un stage, Benjamin a pris la mesure de l'isolement des professeurs, raconte Jonathan Fischbach, l'actuel administrateur délégué de enseignons.be. Les enseignants échangent peu. Ils sont individualistes. Beaucoup préparent leurs cours dans leur coin, sans les communiquer aux autres. C'est dommage. L'échange est utile, surtout pour les jeunes enseignants. Ils sont nombreux à quitter très vite le métier. Beaucoup de facteurs expliquent cela. L'isolement est*

l'un d'eux. »

Ainsi naît donc « enseignons.be », la première salle de profs virtuelle. Rien à voir avec « enseignement.be », créé à la même époque, par la Communauté – ce site-là livre de la documentation plus officielle (décrets, réglementations, circulaires). Même s'il propose lui aussi des outils pratiques, la pédagogie et l'échange sont plus développés sur « enseignons.be ».

13.000 outils pédagogiques

À REGARDER

Déportés

Albert Dussart, Clémence Lauwers, Victor Dassy... Trois noms, trois destins, vieux d'un siècle. Ils ont pour point commun d'être Namurois et de vivre les affres de la guerre. Leur histoire personnelle est au centre d'un web-documentaire interactif réalisé par des élèves de l'option Histoire de l'établissement des Sœurs de Notre-Dame (Namur). Il aborde la vie des Namurois pendant l'Occupation, et particulièrement les thématiques du travail forcé et des déportations économiques et judiciaires. Le tout est complété par des interviews d'experts, historiens ou descendants de déportés. A voir sur www.acmj.be/deportes.

E.B.

Et ça marche : « enseignons.be » compte 130.000 inscrits. « *Parmi eux, on a 80.000 enseignants de la Communauté française et de 10.000 à 15.000 futurs enseignants, détaille Jonathan Fischbach. Les autres, ce sont des élèves, des parents, des enseignants français, des enseignants marocains...* »

Le site propose environ 13.000 ressources pédagogiques (leçons, exercices, bons trucs...). Il reçoit grosso modo 20.000 visiteurs chaque jour. Le site a développé un prolongement sur Facebook (environ 80.000 ins-

crits) où il a enfanté une trentaine de groupes par disciplines (profs de maths, de français, etc.).

Bref, ça marche. C'est connu. Et les enseignants y trouvent leur bonheur. Et pourtant, l'ASBL a du mal. Elle vit grâce à la publicité et des activités de remédiation qu'elle a développées dans une quarantaine d'écoles. La Communauté subventionne deux emplois (un détachement et un emploi Rosetta). C'est tout. Depuis 2004, « enseignons.be » demande une aide financière. En vain.

Alors ministre de l'Éducation, Joëlle Milquet, avait vu dans « enseignons.be » l'ébauche de la plateforme préconisée par le Pacte. Elle souhaitait l'aider financièrement (on parlait de 150.000 euros) et, pour quoi pas, comme en Flandre, l'intégrer à l'administration. Mais l'affaire n'a pas abouti. Milquet a quitté ses fonctions. Et « enseignons.be » n'a pas reçu un rond.

Voici peu, Laurent Henquet

(MR) et Barbara Trachte (Ecolo) ont interpellé Marie-Martine Schyns. En résumé, les deux députés jugent qu'il est inutile que la Communauté crée (et finance) une nouvelle plateforme alors qu'il en existe une, « efficace et pertinente », qu'il suffirait de développer.

Un ton libre, parfois critique

Mais la ministre de l'Éducation estime que « enseignons.be » ne répond pas aux critères fixés par les auteurs du Pacte d'excellence.

Principalement, elle note que les contenus proposés sur le site ne sont pas officiellement validés. Un autre élément coïncide, sans doute, et plus officieux : à côté des échanges pédagogiques, « enseignons.be » propose des actualités sur la politique scolaire. Le ton y est libre, à l'occasion critique, comme dans tout média indépendant.

Devenir un partenaire de la Communauté supposerait, dans le chef d'« enseignons.be », de renoncer à cette rubrique. Et pour enseignons.be, il n'en pas question. L'indépendance a un prix. Il veut bien le payer. ■

PIERRE BOUILLON

La génération de mes parents (...) nous prend pour de vulgaires chasseurs de Pokémon, et ne réalise pas que nous avons surtout soif de rendre service à la collectivité. »

OPALINE MEUNIER, PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION ÉTUDIANTE UNECOF (« LA LIBRE »)



Libérer l'école d'elle-même

La Revue
Nouvelle
Dossier n°5,
mai 2016

Libérer l'école

Décret missions, Assises, Contrat pour l'école, socles de compétences... Sans compter le déjà célèbre Pacte d'excellence. S'agissant d'enseignement, les politiques belges francophones « *semblent avoir tout essayé* », assure la Revue Nouvelle. Malgré cela, « *les échecs, les inégalités, les relégations, les jeunes qui quittent le système sans diplôme* » restent monnaie courante. Plutôt que de pleurer sur l'affaire, la publication spécialisée dans les débats de société a décidé de prendre le problème par un autre bout. En se posant cette question : et si on libérait l'école d'elle-même ?

Elle a demandé à cinq auteurs de proposer leur scénario pour véritablement transformer l'école. Thomas Lemaigre, dans une première contribution, « *arpente chacun des flancs de la montagne, autant de chantiers dont il ébauche le cahier des charges et entre lesquels il essaie d'identifier les interdépendances* » : les structures, les finalités, les maîtres, les espaces de liberté... Ensuite, Albert Bastenier « *situe le nœud de l'école dans son projet historique, hérité du XIX^e siècle, qui instituait l'instruction publique comme outil culturel indispensable à la solidité des États modernes* ».

Pierre Waaub reprend le flambeau en appelant « *les réformateurs à se départir des paradigmes et des recettes maladroitement repiqués depuis le monde du management* », il invite à libérer la parole et l'action des enseignants tandis que Francis Tilman propose, lui, aussi « *d'entrer dans la réforme par les enseignants* » et donne les premières balises d'un scénario de long terme. Enfin, Bernard Delvaux ajoute à ce tableau « *le projet d'une mobilisation sociale autour de l'école. Il propose de rassembler différentes catégories d'acteurs sociaux dans un espace indépendant de réélaboration de récits et de réseaux* ».

ERIC BURGRAFF